

Sos Disparus - **Sos Disparus** - Sos Disparus - **Sos Disparus** - Sos Disparus – **Sos Disparus**

Collectif	المفقودون DISPARUS
des	DISPARU المفقودون
familles	المفقودون DISPARU الأسرة
de	DISPARUES المفقودون
disparu(e)s	DISPARUS المفقودون
en	DISPARUS المفقودون
Algérie	المفقودون DISPARUS

REVUE DE PRESSE
Novembre 2014

Table des matières

Algérie-Focus, 1 ^{er} Novembre, Un 1er Novembre à Alger : des journalistes harcelés, intimidés et des manifestants pacifiques embarqués.....	3
TSA, 1 ^{er} Novembre, Célébration du 1er Novembre : la police empêche un rassemblement et une marche à Alger	5
La Nouvelle République, 2 Novembre, Une manifestation pacifique empêchée par les forces de l'ordre	6
El Watan, 2 Novembre 2014 : Le Rassemblement pour le droit de manifester empêche à Alger.....	7
L'Expression, 2 Novembre : Les Militants de SOS et du MDS empêchés de manifester « Ils voulaient marcher à Alger »	8
Le Jeune Indépendant, 2 Novembre : Sommes-nous dans une république démocratique ?	10
Le Jeune Indépendant, 2 Novembre : Les familles des disparus réclament justice	11
Le Matin DZ, 28 Novembre, Les autorités marocaines ont confisqué les papiers de Nasser Dutour.....	12

Algérie-Focus, 1^{er} Novembre, Un 1er Novembre à Alger : des journalistes harcelés, intimidés et des manifestants pacifiques embarqués



Les journalistes d'Algérie-Focus et de nombreux militants et manifestants pacifiques ont vécu un 1er Novembre très particulier à Alger-Centre. Samedi matin, à 11 H, un dispositif sécuritaire impressionnant a été rapidement mis en place pour réprimer et empêcher tout rassemblement devant la Grande Poste.

Ainsi, une vingtaine de femmes, d'hommes et de sympathisants de l'association SOS Disparus, un collectif des familles des personnes disparues pendant la décennie noire en Algérie, ont été embarqués manu militari par les agents de la Police dès qu'ils avaient tenté de tenir leur rassemblement pacifique. Au même moment, des journalistes d'Algérie-Focus tentaient de couvrir le plus normalement possible cet événement en prenant des photos et en filmant les séquences des arrestations musclées. Mais les forces de l'ordre n'ont pas apprécié cette présence journalistique trop gênante à leurs yeux et ont interpellé également nos deux reporters présents sur les lieux. "Pourquoi vous prenez des photos et vous faites des vidéos ? Vous n'avez pas le droit !", hurlent des policiers qui ont apostrophé nos journalistes sur un ton menaçant. Notre appareil photo numérique a été saisi par les policiers qui ont vérifié et supprimé toutes les photos prises y compris celles qui ne concernent nullement la manifestation pacifique de ce samedi 1er Novembre ! Nos journalistes ont eu droit à un interrogatoire en bonne et due forme. Ils ont été sommés de s'expliquer à propos de leur travail journalistique comme s'il avait commis un quelconque délit.

"Pourquoi vous êtes partis assister au Forum du quotidien Liberté ?", "Vous n'avez pas le droit de filmer des policiers qui ont manifesté devant le Palais du Gouvernement", les reproches et intimidations des forces de l'ordre se sont multipliés alors que nos journalistes disposaient de tous les documents nécessaires et exigés par la loi en vigueur pour qu'ils puissent exercer leur travail le plus légalement possible. Mais nos policiers ont poursuivi leur

harcèlement et leurs intimidations envers nos journalistes alors que les autres représentants des médias algériens effectuaient leur travail sur le terrain sans être inquiétés ! Pourquoi une telle attitude répressive envers les journalistes d'Algérie-Focus ?

Soulignons enfin que d'autres manifestants ont été arrêtés par la police au niveau de la Place de la Liberté de la Presse située dans la rue Hassiba Ben-Bouali à Alger. Plusieurs militants du parti de l'opposition le Mouvement Démocratique et Social (MDS) ont été embarqués et conduits à un commissariat de police parce qu'ils avaient tenté d'organiser une marche pacifique dans les rues de la capitale.

TSA, 1^{er} Novembre, Célébration du 1er Novembre : la police empêche un rassemblement et une marche à Alger



Le rassemblement prévu, ce samedi 1^{er} novembre, par plusieurs organisations à la Grande Poste pour réclamer le droit de manifester n'a finalement pas eu lieu. Des militants ont été arrêtés par la police et emmenés au commissariat, a-t-on constaté sur place. « Nous avons été malmenés et insultés. Les autres (manifestants) ont été tabassés et embarqués par la police », témoigne Mme Bouabdellah, membre de la Coordination nationale des familles de disparus, rencontrée près de la Grande-poste.

Le rassemblement devait commencer à 10 heures. À midi, le dispositif sécuritaire mis en place était toujours maintenu, à la place de la liberté de la presse (rue Hassiba Ben Bouali) d'où devait démarrer la manifestation. Sur les marches et aux alentours de la place, des policiers en tenue officielle et en civil étaient déployés. Pour cette manifestation dont l'appel a été diffusé sur Facebook (la page regroupe 323 participants jusqu'à maintenant), cinq personnes ont été arrêtées par la police dont l'un des initiateurs Fares Kader Affak.

Le rassemblement de SOS disparus devant la Commission nationale consultative pour la promotion et la protection des droits de l'homme (CNCPPDH) pour réclamer « vérité », « justice » et « mémoire » s'est, par contre, déroulé dans le calme, a-t-on appris auprès de Hacène Ferhati, membre de l'association. « Nous avons été encerclés par des éléments de la police en civil mais le rassemblement s'est bien passé », a-t-il assuré.

La Nouvelle République, 2 Novembre, Une manifestation pacifique empêchée par les forces de l'ordre

Une dizaine des journalistes et des militants ainsi que des vieilles femmes, hommes et de sympathisants de l'association «sos disparus» et un collectif des familles des personnes disparues pendant la décennie noire en Algérie ont observé, hier, un sit-in pacifique à la place de la liberté de la presse, à Alger-centre où ils ont été interpellés avant d'être embarqués sauvagement par la police vers des destinations inconnues.

Un 1er novembre spécial cette année, les journalistes qui ont été sur place pour assurer la couverture médiatique des festivités de la commémoration du 60e anniversaire de déclenchement de la guerre de la libération, ont été obligés de justifier leur fonction de journaliste aux policiers qui les ont empêchés de le faire. «Le policier a saisi mon appareil photo, l'a vérifié, et a supprimé toutes les photos que j'ai prises de cette manifestation, tout en me disant que je n'ai pas le droit de prendre de photos, ni de vidéos de cette manifestation», a souligné un photographe de presse. «Pourquoi vous êtes partis assister au Forum du quotidien Liberté, vous n'avez pas le droit de filmer des policiers qui ont manifesté devant le Palais du gouvernement». Les reproches et intimidations des forces de l'ordre se sont multipliés alors que les journalistes disposaient de tous les documents nécessaires et exigés par la loi en vigueur pour qu'ils puissent exercer leur travail le plus légalement possible. Néanmoins, les policiers ont poursuivi leur harcèlement et leurs intimidations envers les journalistes.

El Watan, 2 Novembre : Le Rassemblement pour le droit de manifester empêché à Alger

Des militants malmenés et arrêtés un 1er novembre des dizaines de personnes ont répondu favorablement, hier, à l'appel lancé par plusieurs organisations et militants politiques, pour la participation au rassemblement pacifique prévu à la Grande-Poste à Alger, puis à une marche de la place de la Liberté de la presse vers l'Assemblée populaire nationale. Les initiateurs de cette action ont voulu frapper fort en saisissant la date historique de la célébration du 60^e anniversaire du déclenchement de la Guerre de Libération nationale pour réclamer le droit de manifester librement. Un droit légitime et constitutionnel. Seulement sur les lieux du rendez-vous, les pouvoirs publics ont mobilisé une armada de policiers en tenue officielle et en civil pour réprimer la manifestation. Les policiers ont quadrillé les lieux avant d'user de la force pour disperser la foule. Certains de ceux qui ont répondu à cet appel lancé à travers les réseaux sociaux ont été interpellés et embarqués aux commissariats de police. Certains manifestants n'ont pu être libérés qu'en fin de soirée. D'autres ont été sérieusement malmenés. Mourad Ouchichi, l'un des manifestants, regrette qu'en ce 1^{er} novembre, une date importante qui symbolise les sacrifices consentis de toute une génération pour notre liberté, des citoyens soient tabassés et embarqués au commissariat parce qu'ils ont osé manifester dans la rue. De leur côté, les militants du mouvement Barakat, qui ont pris part à cette manifestation, ont dénoncé le recours aux arrestations arbitraires de citoyens qui voulaient organiser une marche pour exiger la liberté de manifester pacifiquement dans leur pays.

BARAKAT ET LE MDS DÉNONCENT

«Ces arrestations arbitraires et des politiques, qui n'honorent pas la mémoire des chouhada et des valeureux moudjahidine, qui se sont battus et qui se sont sacrifiés pour la liberté du peuple algérien, témoignent de la nature antinationale du régime en place et de la trahison des valeurs du 1er Novembre et du Congrès de la Soummam», explique les militants de Barakat qui pensent qu'en ce 60^e anniversaire du déclenchement de la Guerre de Libération, les arrestations de militants pacifiques est le synonyme que le combat pour la liberté et la démocratie, pour la consécration d'un Etat républicain et souverain, demeure un projet à bâtir et qui relève de la responsabilité de toutes les forces démocratiques conformément à l'Appel du 1^{er} Novembre. Outré, le Mouvement démocratique et social (MDS) a également réagi à l'empêchement de cette manifestation. Pour cette formation politique, il est inconcevable que des citoyens algériens soient embarqués un 1er novembre pour avoir voulu réclamer leur droit de s'exprimer en toute liberté dans leur pays indépendant. «Aux marcheurs pacifiques, le pouvoir a encore opposé la répression pour défendre un système qui tourne le dos au projet d'une Algérie démocratique et sociale pour défendre avec rage les intérêts des forces liées à la spéculation et à la corruption», a-t-il dénoncé, considérant ainsi cette réaction du pouvoir comme «le prolongement de son instrumentalisation de l'histoire et de la confiscation du sigle du FLN qui devrait être restitué au patrimoine du peuple algérien». Plus virulent envers le pouvoir, le MDS ira jusqu'à dire que «le pouvoir voudrait vider de son contenu révolutionnaire et émancipateur une date symbolique réduite par la propagande officielle à la célébration du système par ceux qui en sont les bénéficiaires».

L'Expression, 2 Novembre : Les Militants de SOS et du MDS empêchés de manifester « Ils voulaient marcher à Alger »

La journée du 1er Novembre a été marquée par plusieurs manifestations politiques au cœur d'Alger.



Stop! On ne marche pas...

Des centaines de policiers civils et en uniformes squattent tous les espaces et occupent les moindres recoins susceptibles de rassembler du monde. Il était 10 h à peine lorsqu'un groupe d'individus forme un début de foule scandant brusquement: «Ça suffit», qu'aussitôt l'assaut leur fut donné! Le pavé de la Grande Poste à Alger a vite changé de résonance. Une vingtaine de personnes ont été brutalisées avant de se voir embarquées manu militari dans des fourgons de la police déjà sur place depuis l'aube. Des arrestations en cascade ont été faites devant le regard médusé des centaines de passants. Même l'interdiction a été faite aux simples curieux pour s'approcher ou de s'arrêter devant la Grande Poste. «Circulez!», crie le policier vers une dame, la cinquantaine, qui venait de s'arrêter, choquée par les scènes d'arrestation.

Arezki Ibersienne, un jeune journaliste, a eu son lot de violence. A peine a-t-il tenté de s'approcher du lieu du rassemblement pour parler avec les manifestants et prendre quelques photos avec son téléphone portable, qu'il se voit encerclé, basculé et délesté de son appareil par une dizaine de policiers qui l'avaient encerclé. «Il m'ont vu prendre une photo après avoir été contrôlé trois fois par les policiers, ils m'ont enlevé mon téléphone portable avant de supprimer des photos et des vidéos», témoigne-t-il encore sous le choc. Arezki Ibersienne poursuit: «Ils m'ont bousculé et tenté de m'embarquer avant que leur supérieur n'intervienne pour leur demander de me laisser tranquille.»

Au même moment, une vingtaine de femmes, d'hommes et de sympathisants de l'association SOS Disparus, un collectif des familles des personnes disparues pendant la décennie noire en

Algérie, ont été embarqués manu militari par les agents de la police dès qu'ils eurent tenté de tenir leur rassemblement pacifique.

Toujours dans la capitale et au même moment, d'autres manifestants ont été arrêtés par la police au niveau de la place de la Liberté de la presse située dans la rue Hassiba-Ben Bouali à Alger. Plusieurs militants du parti de l'opposition le Mouvement démocratique et social (MDS) ont été embarqués et conduits à un commissariat de police parce qu'ils avaient tenté d'organiser une marche pacifique dans les rues de la capitale.

Le Jeune Indépendant, 2 Novembre: Sommes-nous dans une république démocratique ?

A voir comment les policiers ont repris les personnes qui voulaient manifester pacifiquement hier devant la Grande-Poste, il y a lieu de penser que cette démarche pose beaucoup plus de questions qu'elle n'apporte de solution. Cette manifestation a été empêchée par les forces de l'ordre, qui ont quadrillé les lieux pour les besoins d'une épreuve sportive. L'objectif de ce rassemblement était, selon les organisateurs, de réclamer, à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, le droit de manifester librement. Quoi de plus normal que de manifester pacifiquement pour exiger justement ce droit des plus légitimes, celui de manifester sans être inquiété par les policiers ou autres ? Quel est ce délit qui justifie qu'on arrête des gens pour avoir simplement exprimé le désir de se sentir libre dans son pays soixante ans après la glorieuse révolution qui a rendu la liberté aux Algériens ? Le motif lié aux risques terroristes ne tient plus la route depuis une décennie.

L'armée nationale a littéralement écrasé ce corps dangereux qui a tenté de s'incruster insidieusement dans la société algérienne. Dans son message aux Algériens à l'occasion de cet anniversaire, le président Bouteflika évoque, sans la préciser, la nature des menaces liées à la sécurité, à l'unité nationale et la remise en cause des constantes. «Il (le peuple) repoussera toute menace à sa sécurité et sa stabilité et poursuivra infailliblement sa marche sur la voie du développement et du progrès en œuvrant à la mise en place des règles d'une démocratie véritable, d'une justice globale et d'un développement durable qui renforceront son immunité» dit-il. N'y a-t-il pas ici une nette contradiction dans son discours lorsqu'il dit que le peuple saura faire face à tout danger externe ? D'un côté, on désigne le peuple comme responsable et d'un autre, on lui dénie le droit de s'exprimer librement, le droit de marcher ou de s'organiser. Triste retournement de situation pour un peuple qui a payé un très lourd tribut pour la libération du pays. Et qui a donné des héros, certains très jeunes, comme dîme au recouvrement de la souveraineté et à l'indépendance du pays. De la colonisation à la marginalisation du peuple depuis 1962, le peuple algérien a vécu son indépendance dans le déni et la privation de ses libertés. Le système politique symbolisé par le parti unique n'a que rarement permis au peuple de s'exprimer, sauf lors des débats sur la Charte nationale en 1976. Une parenthèse vite refermée.

Il a fallu attendre les événements d'octobre 1988, fabriqués ou spontanés, c'est selon, pour que le peuple retrouve un peu de sa liberté confisquée par les tenants du parti unique. Depuis 1990 et l'ouverture politique, il a récupéré tant bien que mal une partie de sa liberté, mais continue en même temps de subir les interdits, sous le couvert d'une supposée atteinte à la sécurité ou à l'unité du pays. Face à cette situation concrète, vécue, seule l'obtention de droits politiques peut contribuer à l'apaisement des tensions sociales et politiques. Qu'attend donc le pouvoir pour apaiser les tensions qui s'exacerbent au fur et à mesure que le fossé s'élargit entre le pouvoir et l'opposition réunie autour de la Coordination nationale pour les libertés. Cette dernière compte lancer aujourd'hui un appel au peuple lors d'une conférence de presse. Le pouvoir est aujourd'hui plus que jamais interpellé pour ouvrir des passerelles avec l'opposition pour un débat franc et sincère. A chacun de faire un pas vers l'autre.

Le Jeune Indépendant, 2 Novembre : Les familles des disparus réclament justice

Les Familles des disparus de la décennie noire, qui ont choisi la date du soixantième anniversaire du déclenchement de la guerre de libération pour tenir leur sit-in, n'ont pas pu se rassembler. Le dispositif sécuritaire mis en place les a empêchées de se regrouper devant le siège de la Ligue des droits de l'Homme comme prévu, et les appels à la marche et aux rassemblements lancés par l'association SOS disparus afin de réclamer justice et vérité durant ce jour symbolique n'ont pas drainé beaucoup de monde. Le nombre de femmes, d'hommes et de sympathisants de l'association SOS disparus n'a pas excédé la cinquantaine. «Notre rassemblement a été empêché mais nous ne comptons pas baisser les bras pour autant», a affirmé hier Yekhlef Khalif, chargé de communication de SOS disparus. Le président de la commission des droits de l'homme, Farouk Ksentini, considère que le dossier est clos du point de vue de la loi. «La quasi-totalité des familles ont accepté l'indemnité et les autres solutions proposées par l'Etat dans la cadre de la charte pour la paix et la réconciliation nationale», a-t-il affirmé dans son rapport de 2013. Mais des voix contraires s'élèvent parmi ces familles pour «réclamer justice et vérité». Certaines continuent d'espérer qu'il y a toujours des survivants parmi les disparus. «Le rapport annuel 2013 de la commission Ksentini portant sur l'état des droits de l'Homme en Algérie avance le chiffre de 7 200 disparitions entre 1992 et 1998 alors que l'association SOS disparus détient plus de 8 000 dossiers de personnes enlevées ou disparues durant cette période. Il y a par ailleurs des enterrés sous X dont les tombes se trouvent en majorité dans le cimetière El Alia (Alger). Les familles des disparus réclament l'exhumation de leurs ossements afin de procéder à leur identification par des tests ADN.

Le Matin DZ, 28 Novembre, Les autorités marocaines ont confisqué les papiers de Nassera Dutour

Nassera Dutour présidente de SOS Disparus Algérie et présidente de la Fédération Euro-méditerranéenne contre les Disparitions Forcées (FEMED) s'est vue confisquer, à son arrivée à l'aéroport de Marrakech par la douane marocaine des documentations comportant des passages émanant des commissions des droits de l'Homme de l'ONU présentant une carte du Maroc avec des pointillés le séparant du Sahara Occidental.



Nassera Dutour est allée au Maroc pour participer au Forum Mondial des Droits de l'Homme au moment où des informations émanant d'associations humanitaires marocaines assurent que la volonté des organisateurs du forum est de marginaliser les organisations des droits humains et de ne pas prendre en considération leurs propositions et projets en soulignant l'existence délibérée d'opacité et l'absence de transparence concernant les programmes et la gestion.

Les agissements des autorités marocaines à l'égard de Nassera Dutour confirment ce que la LADDH avait déjà soulevé dans son communiqué n° 27-14 en se référant aux rapports de nos amis marocains notamment ceux de l'AMDH et l'ASDHOM.

La LADDH qui avait exprimé sa solidarité avec nos amis marocains notamment dans son communiqué en date du 27/11/2014 et demande à toutes les organisations des droits de l'homme de ne pas oublier que la pratique réelle des autorités de chaque pays est le seul critère qui peut indiquer la position des autorités par rapport à la question des droits de l'homme et non pas les slogans et manifestations même si elles se veulent internationales.